



BRACO à Marseille

Le crépuscule tombe sur les ruelles étroites du vieux Marseille, tandis qu'en coulisses, en cette fin 2004, le fisc mène une vérification discrète mais déterminée. Trois hôtels au cœur de la tempête : des établissements anodins en apparence dont on pouvait se demander s'ils n'étaient pas uniquement consacrés au passage, diurne ou nocturne, de certains amateurs peu fortunés à la recherche de quelques sensations sexuelles à faible coût. Trois hôtels dont la comptabilité est un puzzle sombre que les autorités tentent de reconstituer. Le contrôle dévoile plus qu'une simple fraude fiscale : derrière les comptes suspects, un réseau bien rodé de faux titres de séjour et de fausses domiciliations permet à des étrangers de se glisser dans les interstices de la légalité, simulant leur présence sur le sol français. Soupçonnant un délit, le directeur des services fiscaux saisit le procureur de la République. Dès 2005, l'enquête confiée au SRPJ associé au Groupement d'Intervention Régional prend une ampleur insoupçonnée. On entre au cœur de l'enquête. L'étau se resserre, les preuves s'accumulent. Ce n'est pas seulement un détournement de fonds publics mais une escroquerie méthodique, un siphon qui détourne des aides sociales destinées aux plus vulnérables.